

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur les responsabilités respectives de l'Etat et des élus locaux dans le développement régional, à la mairie de Saint-etienne, jeudi 29 octobre 1987.

Monsieur le maire,

- Mesdames et messieurs,

- Je me retrouve à Saint-Etienne, avec joie, cette ville que j'ai connue, visitée depuis déjà longtemps à divers titres, mais surtout au titre de l'amitié, celle qui me lie à nombre de vos concitoyens, monsieur le maire `François Dubauchet`, et qui a fait que j'ai toujours trouvé, non seulement dans cette ville, mais aussi dans ce département, ces liens de solidarité, de fidélité, ces relations humaines sans lesquelles la vie politique serait sans doute bien ardue.

- Dans cet hôtel de ville, vous venez de m'accueillir, et j'ai été très sensible aux propos qui ont été les vôtres, monsieur le maire, car ils exprimaient le sentiment d'un citoyen responsable, qui abordait cette rencontre comme il se devait et comme j'entends bien la mener moi-même, connaître, apprendre, écouter et veiller autant qu'il est possible à ce que soient poursuivis les desseins collectifs dont vous êtes l'interprète, dont d'autres seront les interprètes dans les autres assemblées devant lesquelles je me rendrai et qui représentent finalement l'expression d'une volonté populaire, que les pouvoirs publics ont pour charge d'exprimer eux aussi mais surtout de mener à bien.

- Ces -concours de toute sorte, entre collectivités locales, à plusieurs niveaux, et l'Etat sont la marque du temps présent que j'ai voulu approfondir, et pour longtemps en demandant aux gouvernements que j'ai eu l'occasion de constituer, de décentraliser une administration française, des institutions, exagérément centrées autour de notre capitale et du pouvoir d'Etat, ce qui ne voulait pas dire que je renonçais à ce pouvoir d'Etat : il est indispensable, il faut éviter qu'une mode ne succède à une autre, finalement, après avoir dit plus d'Etat, et qu'on finisse par oublier que sans Etat, la nation se disperserait. Mais il fallait dire, et il faut continuer de dire, plus de responsabilités à tous les niveaux. Là où femmes et hommes vivent et travaillent, qu'ils soient mis à même de faire eux-mêmes ce qu'ils peuvent faire, avec les moyens dont ils disposent, et surtout la connaissance, irremplaçable, du terrain, des besoins et des aspirations parmi lesquelles ils accomplissent leur propre vie.

- Donc, Saint-Etienne, en tant que commune, le département de la Loire, voilà deux institutions que j'aurai l'occasion d'approcher de plus près, que j'ai déjà l'occasion d'approcher de plus près, à l'occasion de cette visite. Vraiment, je m'en réjouis. Je me trouve bien chez vous. J'ai trouvé un peu dommage, même si j'ai fait quelques incursions, de ci, de là, de ne pas avoir accompli de voyage officiel, - en tout cas public - dans un département comme la Loire. Voilà, c'est fait en ce jour. Je ne pourrai pas aller partout. Qui pourrait le faire ! - ni partout dans la Loire, je ferai même bien peu, trop peu, mais vraiment Saint-Etienne valait qu'on s'y arrête.)

J'avais une impression, dès les premiers moments, après ma descente d'avion et parcourant les premiers kilomètres sur l'agglomération de Saint-Etienne, une commune ou l'autre : il s'agit là d'un vaste ensemble. Ma visite du Musée, ce n'était pas une inauguration. C'était pour moi une occasion de voir comment l'art et la ville s'étaient organisés pour apporter ce plus culturel à votre

région et signifier la volonté de ses habitants de s'affirmer dans tous les domaines, et celui-là, ce n'est pas le moins important, monsieur le maire. Je me réjouis que les diverses autorités compétentes l'aient compris.

- Il faut qu'une ville soit forte, une grande ville qui ose concevoir, entreprendre, réaliser une oeuvre de cette envergure et qui ménage à la fois, les besoins de l'urbanisme, l'intérêt qu'il y a pour une région comme la vôtre, d'attirer à elle des visiteurs de tous les pays qui s'intéressent au développement de l'art contemporain et en même temps, un choix exigeant, un choix rigoureux qui marque une acceptation par les élus de formes parfois surprenantes - je veux dire qui ont parié sur le futur - pour exprimer les formes de l'esprit et de la création présente.\

Dans cet hôtel de ville - c'est pour moi un devoir, monsieur le maire, que de m'y rendre et je le fais toujours - je dois bien m'attendre, lorsque je fais cette visite, à rencontrer des personnalités répondant à tous les horizons de la vie politique, et je n'y viens pas résigné. Je suis très content de rencontrer des Français qui épousent mes choix, naturellement cela me fait plaisir, mais je suis très content aussi d'en rencontrer d'autres qui ne les partagent pas, à partir du moment où j'éprouve le sentiment qu'en fin de compte tous ces itinéraires, souvent divergents, finissent par se rejoindre, lorsqu'il s'agit essentiellement de l'intérêt commun.

- J'ai la responsabilité des intérêts principaux. Je ne suis pas seul à en disposer, ni à les assumer. C'est cela la démocratie. Il y a des institutions, ces institutions doivent être respectées puisqu'elles engagent une volonté nationale exprimée dans un moment solennel. C'est donc très bien. Il n'y a rien à dire, et je ne vois pas pourquoi il y aurait la moindre difficulté. Au fond, je n'en rencontre pas, enfin je veux dire pas celle-là.\

J'ai eu l'occasion au cours de ces derniers jours, - j'allais dire au cours de ces dernières heures - en raison des circonstances qui entourent ce voyage et tous les actes de la vie publique depuis quelques jours, de parler de ce que j'avais appelé cette bourrasque financière, boursière, monétaire, qui touche au fond les problèmes économiques qu'une population doit savoir affronter avec détermination, mais qui n'en pose pas moins des problèmes difficiles pour la vie quotidienne de millions de familles.

- Je disais hier devant le Conseil économique et social qu'il fallait en finir avec le chacun pour soi. Et quelques médias ont bien voulu répercuter cette formule, qui n'en était pas une, hier et ce matin.

- Je voudrais pousser un peu plus loin et dire que pour en finir avec le chacun pour soi, cela paraîtra une vérité de la Palisse mais elles sont parfois bonnes à dire, il faut que chacun y mette du sien, sur le -plan international comme sur le -plan national. Sur le -plan international, cela va de soi, puisque c'est là qu'est né le trouble, chacun agissant pour son compte au gré de ses intérêts, sans s'occuper du reste du monde. L'on retrouve la loi du plus fort qui abuse du plus faible sans se rendre compte qu'il joue contre lui-même. Car il y a une solidarité naturelle, évidente, qui s'imposera de toute façon : la planète est devenue, mesdames et messieurs, toute petite.

- Mais si l'on laisse simplement, là comme ailleurs, cette loi du rapport des forces, se poursuivre et s'accomplir, sans qu'il y ait ici et là, des pouvoirs qui veillent à rééquilibrer les capacités et les moyens, alors, où ira-t-on ? Voyez les Etats-Unis d'Amérique que l'on met en cause, de quelque fraction de l'opinion que l'on vienne : qu'ils fassent un effort, qu'ils fassent un effort pour s'en tenir aux accords déjà acquis, notamment les accords du Louvre, pour que leur monnaie `dollar` garde des variations suffisamment raisonnables pour éviter que tout le reste du monde ne plonge ou n'accroisse la crise.

- Il y a cela, on le dit, rétablissez vos équilibres, votre commerce extérieur, votre budget. Tenez mieux votre économie, ne compensez pas vos défaillances en attirant à vous l'argent des autres qui, finalement, s'habituent à des mouvements spéculatifs plutôt qu'à la loi de placements qui seraient créateurs. L'Allemagne : d'autres que moi l'ont dit ce matin, hier, il faut peut-être donner un coup de main, la relance d'une croissance, vous pouvez le faire, vous avez des disponibilités, le Japon aussi. Mais vous ne le faites pas, sans doute êtes-vous méfiants, parce que vous aviez peut-être mieux que d'autres, pressenti ce qui allait se passer. Mais, cependant, il faut

comprendre les besoins du monde, occidental d'abord, industriel ensuite, mais aussi de tous les autres, c'est-à-dire des pays du tiers monde qui sont extrêmement dépendants de tout ce que je rapporte ici. Que chacun y mette du sien. Que chacun y mette du sien pour respecter les conventions internationales.\

J'appliquerai le même raisonnement pour ce qui concerne la France, les différentes couches sociales dont certaines souffrent, ne pas non plus laisser aller les choses, - personne n'y songe sans doute -, mais ne pas laisser aller les choses également, régler les rapports de forces. Il faut qu'il y ait des pouvoirs et des citoyens qui cherchent à équilibrer, comme j'imagine bien, monsieur le maire, mesdames et messieurs les élus, vous vous efforcez de le faire, là où vous exercez votre mandat. Et, je crois que si nous sommes disposés, chacun y mettant du sien, à faciliter les dialogues, les échanges, à préparer la France à supporter le choc dans un certain mouvement, volonté nationale, alors, nous nous en tirerons mieux que d'autres. C'est tout à fait souhaitable. C'est en tout cas ce que je désire. Que chacun y mette du sien, cela veut dire - surtout dans ce passage difficile -, bien comprendre, pour essayer d'y remédier, les besoins de ceux qui sont directement atteints par la crise boursière, puis, finalement par tous ceux et surtout les couches sociales les moins favorisées qui seraient victimes d'une nouvelle récession économique.

- Que chacun y mette du sien ! D'un certain point de vue, on a commencé de le faire, puisque des dispositions prises par les uns et les autres, d'humeur un peu batailleuse, de part et d'autre, des expressions que j'entends par des postes de radio et de télévision, démontrent que le ton est toujours un peu au-dessus de ce qu'il pourrait être. Enfin, ce ne sont pas les batailles qui vont nous effrayer, cela prouve aussi que c'est un pays qui a de la vigueur. Mais, il faut bien que quelques-uns veillent à ce qu'une forme d'équilibre permette au dialogue de s'engager et puis de se poursuivre.

- Bon, tout cela étant dit, je ne vais pas définir ici un certain nombre de principes, de morale politique. J'essaie d'exprimer les quelques principes d'une volonté nationale indispensable pour que la France se groupe ou se regroupe quand la tempête passe, et il faut admettre qu'elle passe aujourd'hui.\

Je me souviens, monsieur le maire `François Dubauchté`, en effet, de notre rencontre, à Montchavet `août 1983`. Je venais de réaliser la visite systématique d'un certain nombre de points où la misère s'étalait, la misère par l'entassement, la promiscuité, l'absence d'espaces verts, toujours réservés aux revenus les plus faibles, et je sentais le malaise, j'éprouvais la souffrance, sous formes d'injustices qui n'est vraiment pas supportable. Alors, j'étais allé par exemple - je ne vais pas vous donner la liste de tous les endroits que j'ai visités à cette époque -, à la Courneuve. Il y avait certains endroits tellement inhabitables. J'avais chargé, M. Trigano, qui avait montré une très grande disponibilité, de prévoir un plan et de veiller à l'exécution de ce plan partout en France. Et c'est comme cela que je suis allé aux Minguettes et puis à Montchavet et j'ai rencontré le maire, un maire précisément capable d'humeur batailleuse lui aussi. Je m'en suis rendu compte d'abord à Lyon, j'ai su par M. le maire qu'un conflit s'était ouvert entre le ministre de la culture et lui-même - comment ne l'aurais-je pas su, vu que c'était étalé dans la presse - et j'ai apprécié la façon directe et franche dont le maire de Saint-Etienne m'en a saisi, en me disant : "on ne va quand même pas continuer comme cela, qu'est-ce qu'on peut faire ?". On a fait du mieux possible.

- Et je me souviens de la visite de Montchavet qui répondait à ce que j'en attendais, l'immensité du travail à accomplir - on va voir puisque nous allons y passer -. Je ne dirai pas vos réserves, monsieur le maire, mais vos observations ou bien vos inquiétudes. Et je crois que c'est une bonne chose que les élus, responsables, la municipalité se soient engagés pour soutenir une action dont les effets, aujourd'hui, sont, je le crois, vous venez de le dire, bénéfiques.\

Ainsi vont les choses. Les majorités, par définition, sont changeantes, à tous les degrés de la nation, à sa tête, dans le Parlement, dans les régions, dans les départements, dans les communes, partout. C'est la règle même de la démocratie. Chacun a son tempérament et chacun a le sens d'intérêts qui ne sont pas les mêmes. Je crois que c'est une vue tout à fait idéalisée et donc fautive de la société que d'adopter un ton béneux en faisant comme si il n'y avait pas ces

donc l'absence de la société que d'adopter un ton benisseur en faisant comme si il n'y avait pas ces intérêts divergents, différents et donc opposés. Et comment ne le seraient-ils pas, lorsque l'on voit ce que l'on voit ? Mais, je reprends le refrain du début de mon exposé. Il faut bien qu'il y ait quelques responsables qui soient en mesure de chercher les synthèses, même lorsqu'elles paraissent difficiles, quand l'intérêt national est en jeu ou quand l'intérêt d'une collectivité est en jeu. C'est ce que l'on fait aujourd'hui, c'est ce qu'on a fait, à travers la mise en oeuvre du Musée - parlons de ce que nous avons vu -. Cela ne devrait pas être facile lorsqu'une ville ou plusieurs communes se lancent dans une aventure aussi énorme et coûteuse pour l'art, pour l'amour de l'art, il fallait que l'esprit soit bien disposé. Et puis ensuite, convaincre les autres. Je crois que l'Etat a fait son devoir, le gouvernement responsable de l'époque. Il appartient maintenant aux gouvernements qui se succèdent de continuer et je n'entrerai pas dans ce domaine qui pourrait devenir délicat. Mais, monsieur le maire, soyez sûr que, venir à Saint-Etienne, c'est pour le Président de la République l'occasion d'approcher mieux une ville dont je sais qu'elle a eu à supporter des coups qui en auraient abattu bien d'autres. L'évolution des temps, des techniques, la transformation industrielle, et comme quelques points en France qui avaient bâti leur évolution et leur fortune, leur puissance économique sur un certain type ou certains types d'industries, précisément ces industries-là, déséquilibrées et parfois rejetées sur le bas côté de la route par l'évolution des techniques. Il a fallu aux femmes et aux hommes qui étaient là, de l'intelligence, de l'audace, de la persévérance pour se dire : "c'est comme cela, luttons autant qu'on le pourra pour préserver ce qui peut l'être, mais surtout ayons le regard fixé sur l'avenir pour bâtir, construire, pour la nouvelle génération qui vient, ce qui doit l'être".

- Mais j'ai l'impression que vous avez franchi ce pas, et j'en dirai un mot tout à l'heure, lorsque je me trouverai devant les élus du département. C'est vrai, je sens comme un air nouveau par ici. Je sens comme une capacité de conquête, de réalisations, partagée entre tous les niveaux de la population, une sorte de rajeunissement des esprits. Vous êtes capables, ici, à Saint-Etienne, plus que dans beaucoup d'autres endroits, en raison de vos traditions, vous êtes capables d'aborder la nouvelle phase qui a déjà commencé avec toutes les chances de l'emporter.

- C'est en tout cas le voeu que je forme, monsieur le maire, mesdames et messieurs les conseillers municipaux, et vous toutes et vous tous habitants de Saint-Etienne : la réussite sera au bout de vos efforts mais ces efforts, vous avez bien le droit de les voir relayés par l'ensemble de la nation. Je puis vous dire que, dans la mesure de mon pouvoir, j'y veillerai, en vous souhaitant, mesdames et messieurs, en souhaitant à Saint-Etienne, bonne chance, bon travail.

- C'est le temps qui l'exige, affirmez à nouveau comme vous l'avez fait à travers les temps votre énergie, votre capacité, puis vous gagnerez. Vous avez, je le crois, commencé de le faire.\